

# DROIT DE REGARD

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE POUR LES DROITS DE L'HOMME

## Editorial

### Et si Kouchner avait raison... ?

Dans un entretien accordé au Parisien, le 10 décembre dernier, à l'occasion du 60<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH), Bernard Kouchner, en tant que Ministre des Affaires étrangères, surprenait en déclarant que la création d'un Secrétariat d'Etat aux Droits de l'Homme, rattaché à son Ministère, avait été une erreur. Il justifiait ce point de vue par le fait que les contraintes de la diplomatie – en clair la raison d'Etat – sont souvent peu compatibles avec la dénonciation de la violation des droits de l'homme dans certains pays partenaires ou avec lesquels la France cherche à renforcer ses liens politiques et/ou économiques.

Il ne s'agit pas ici de faire l'exégèse du propos de Kouchner. Toutefois on peut penser que son regret ne portait pas sur l'existence d'un Secrétariat d'Etat aux DH en tant que tel, mais sur le fait que celui-ci fut rattaché au MAE pour la raison que nous venons d'évoquer. Il n'est cependant pas interdit de s'interroger sur l'opportunité dudit Secrétariat d'Etat, indépendamment de son rattachement. Le même type de question se pose à propos de l'enseignement des droits de l'homme : la dimension « Droits de l'homme » ne devrait-elle pas être prise en compte dans les différentes matières d'enseignement (littérature, philosophie, histoire, économie, notamment) plutôt que faire l'objet de cours spécifiques. Tout dépend de ce que l'on veut transmettre ! Il en va de même du Secrétariat d'Etat aux Droits de l'Homme : s'agit-il principalement de veiller au respect des DH au niveau national ou s'agit-il de les promouvoir au niveau international ? Au niveau national, le respect des DH concerne l'ensemble des ministères (Intérieur, Justice, Education nationale, Défense, Immigration, notamment) et c'est d'abord dans le cadre de chacun d'eux que la question du respect des DH en France doit être traitée. Pour ce qui est de l'international, on en revient à l'embarras de Kouchner qui repose la question de l'ingérence face à la souveraineté des

Etats. Le fait que ce soit l'auteur du concept d'ingérence humanitaire (concept par ailleurs contesté par d'autres spécialistes de l'intervention humanitaire tel Rony Brauman) qui souligne la difficulté d'une prise en compte effective de la dimension DH dans les négociations entre états, mérite d'être souligné.

La question posée est bien celle du droit d'ingérence et donc celle de la souveraineté des états. Qu'est-ce qui donne un droit réel d'intervenir dans les affaires intérieures d'un pays tiers ? La réponse ne va pas de soi. L'article 2, chapitre 7 de la Charte des Nations-Unies garantit, en effet, la souveraineté des états membres et beaucoup d'états considèrent que la question des DH est d'ordre purement domestique dont ils n'ont à rendre compte qu'aux instances compétentes des Nations-Unies. Pour qu'il en soit autrement, il faudrait que les DH constituent effectivement un aspect des traités internationaux. Et c'est bien ce que nous connaissons en Europe avec la fameuse « troisième corbeille » des accords d'Helsinki. Lorsqu'un Etat européen en interroge un autre sur la situation des DH, il ne s'agit plus d'ingérence mais de l'application d'un traité international. Il conviendrait certainement de promouvoir ce type de traité au-delà du cadre européen. Une initiative du même ordre avait été prise dans les années 1980 au moment de la renégociation des accords de Lomé sur les échanges commerciaux avec les pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) mais la clause DH s'est révélée, de fait, très difficile à mettre en œuvre. On sait ce qui est advenu des tentatives de « moralisation » des échanges (notamment avec les pays africains) dans les premières années de la présidence de François Mitterrand ! Faut-il en conclure que la raison d'Etat (le réalisme politique) doit toujours s'imposer aux dépend des DH ?

La SIDH a souhaité saisir l'occasion du 60<sup>e</sup> anniversaire de la DUDH pour faire le point sur sa propre pratique initiée dans les années 1980, dans un contexte géopolitique aujourd'hui révolu. Si de nouvelles menaces sur les DH sont apparues, les grands problèmes qui se posaient aux rédacteurs de la DUDH restent d'actualité. Parmi ceux-ci la question de l'ingérence, celle de la souveraineté et celle de la place et du « poids » des DH dans les échanges entre états méritent certainement de notre part une attention renouvelée.

Jean-François Lambert

## Chavez n'a pas gagné. C'est l'abus de pouvoir qui l'a emporté

*Le 15 février dernier, Hugo Chavez remportait un référendum grâce auquel il peut se représenter à vie, en commençant par la présidentielle de 2012. En novembre ses partisans avaient déjà remporté 17 des 22 Etats en lice pour les élections régionales. L'opposition n'avait pu s'imposer que dans certains grands centres et dans la capitale.*

*A l'heure où Hugo Chavez fête ses 10 ans au pouvoir, la SIDH a rencontré Clara Vegas Fonseca, membre d'une organisation de défense des Droits de l'Homme, active dans l'opposition au président, ainsi que Victor Rodriguez Cedena, ancien ambassadeur du Venezuela à Genève.*

**Le 15 février, Hugo Chavez a remporté le referendum lui permettant une réélection définitive. C'est une reconquête de son projet socialiste après le résultat contrasté de novembre ?**

Chavez n'a pas gagné. C'est l'abus de pouvoir qui l'a emporté. Il a utilisé tous les moyens mis à disposition par l'Etat pour déployer sa propagande. Il a su également faire pression pour forcer les fonctionnaires et les citoyens à voter. On venait, en effet, les chercher chez eux avec des listes, le jour du vote. Chavez a montré son vrai visage. Les violences observées durant la campagne, démontrent l'organisation de groupes armés par le gouvernement pour intimider les civils. Ils se sont attaqués au gouvernement de l'Etat de Caracas (NDLR : détenu par l'opposition) en cassant les installations informatiques. Ils ont même rendu les sanitaires impraticables en vue d'empêcher le nouveau gouverneur Antonio Ledezma d'utiliser ses locaux pour



*Le commandant Chavez lors d'une manifestation en faveur du référendum constitutionnel qui promet la réélection sans limite. (DR).*

la campagne. Chavez a menacé, puis utilisé des gaz lacrymogènes pour réprimer les manifestations étudiantes. Il a attaqué certaines églises et même profané la synagogue de Caracas dans laquelle ses hommes ont dérobé la base de données de la communauté juive de Caracas...

### **Quid de l'opposition ?**

Elle a stratégiquement gagné dans le sens où elle a su redonner confiance au vote. Elle a conquis

de nouveaux espaces politiques, notamment le mouvement étudiant dans les grandes villes. Ce dernier donne une bouffée d'oxygène à la démocratie. Une troisième force -à conquérir- a émergé lors de la campagne. Je parle des personnes qui ont perdu confiance et en Chavez et en l'opposition.

### **Mais Chavez l'a tout de même emporté...**

Certes. Mais la victoire du Oui peut se révéler dangereuse pour

lui car il n'a pas su créer la moindre source de production en dix ans de prospérité pétrolière et il sera sans doute incapable d'appliquer son programme en pleine crise économique... L'opposition doit donc continuer son travail et se rapprocher de la population la plus pauvre du pays ainsi que de la troisième force qui a perdu confiance dans les deux camps. Ce n'est vraiment pas le moment de perdre confiance.

**En novembre dernier, les élections régionales avaient démontré que le pays n'était pas « rouge-rouge » comme le prétendent les chavistes. La moitié du pays s'oppose au régime chaviste et aux politiques économiques et sociales qui, loin d'améliorer la situation des citoyens l'a empirée, quel est votre avis ?**

Après les dernières élections est apparue une dissidence chaviste qui s'oppose à l'autoritarisme du président et à sa réélection perpétuelle. On notera que dans la « masse » chaviste, on compte un grand nombre de partisans « lights », flottants, qui agissent par opportunisme. La manne pétrolière nourrie un « chavisme opportuniste » qui n'a aucune idéologie mais qui profite de la corruption galopante.

**Considérez-vous que le pouvoir de Chavez dérive vers un système totalitaire ?**

Oui, nous pensons qu'il existe plusieurs signes d'une dérive totalitaire :

C'est Chavez qui a désigné tout les candidats du Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV) pour la dernière élection. Ce parti unique, le PSUV, devait englober et "fondre" en son sein tous les partis de gauche qui ont soutenu la « révolution chaviste » jusqu'à présent.

Deux jours après les élections et en vue des résultats défavorables, Chavez a demandé un nouveau référendum pour entériner sa réélection indéfinie.

L'appel au référendum est inconstitutionnel. La question a déjà été posée et rejetée, en décembre 2007 et le peuple a dit « NON ».

Pour réaliser le référendum, l'Assemblée nationale a déjà voté en ce sens un amendement à la Constitution.

L'opposition a fait appel devant la Cour suprême de justice contrôlé par le pouvoir exécutif, sans succès.

La dérive totalitaire s'exprime aussi sur le traitement des prisonniers politiques, civils et militaires emprisonnés depuis des années dans de très mauvaises conditions ; leur jugement est retardé constamment. Dans le cas de Simonovis, Vivas et Forero qui attendent leur jugement depuis 6 ans. (Les policiers Henry Vivas, Lázaro Forero et Iván Simonovis ne sont toujours pas jugés pour des faits remontant à avril 2002).

Pour faire obstacle au travail des nouvelles autorités qui auparavant étaient sous la respon-

sabilité des élus locaux et régionaux (comme les programmes de santé, le contrôle de la police, les hôpitaux, les écoles), le gouvernement a confisqué leur pouvoir en faisant fi des institutions responsables.

Ce fut un coup porté au système de décentralisation qu'il a été si difficile d'instaurer dans le pays. et qui fut le garantie de la démocratie depuis des années.

**Le Venezuela a été un des rares pays au monde à renvoyer l'ambassadeur d'Israël. Ne craignez-vous pas qu'une vague d'antisémitisme provoquée par le pouvoir s'étende dans le pays ?**

Au Venezuela vit une vieille communauté juive, bien intégrée, active socialement et économiquement. Elle n'avait jamais rencontré d'antisémitisme. Je rappelle que le Venezuela fut un des pays qui vota la résolution de l'ONU quant à la création de l'Etat d'Israël. Avec le pouvoir chaviste et les événements actuels au Moyen-Orient, il est à craindre que l'antisémitisme d'Etat s'exprime ouvertement. Déjà quelques manifestations d'antisémitisme sont apparues sous le couvert d'attaques contre Israël. Il est probable que l'opinion publique pense que le président pleure les victimes palestiniennes et guère les 150 000 victimes des violences urbaines au Venezuela. D'autant que cette posture s'accompagne d'un rapprochement actif avec l'Iran...

**Propos recueillis  
par Ilios Yanakakis**

## Kim Jong Il : son testament révélé

*Il est difficile d'évaluer le nombre de morts dues à l'incurie du régime nord-coréen ou à la répression qu'il mène. Entre 1995 et 1999 on estime que 2 millions de personnes sont mortes de famine. Mais saura-t-on un jour le nombre de morts dues à l'absence ou à l'insuffisance de soins médicaux ? Le nombre de morts dues aux purges dans le Parti, aux exécutions, publiques ou non, aux détentions dans des camps de concentration ? Sans parler de la guerre de 1950-53 délibérément déclenchée par Kim Il Song, le père du dirigeant actuel, qui a sans doute fait plus d'un millions de victimes... Kim Jong Il semble avoir prévu de rejoindre ses innombrables victimes. Droit de Regard a pu se procurer le projet de testament que Kim Jong Il, le n° 1 nord-coréen, avait pensé à rédiger avant de se souvenir qu'il était probablement immortel.*

*Droit de Regard est heureux d'en faire profiter ses lecteurs en exclusivité mondiale.*

« Mon nom est Kim Jong Il. Je dirige la Corée du Nord d'une poigne de fer depuis une trentaine d'années. Mon père avait prévu de son vivant déjà que je lui succéderais. Et il m'a fait monter peu à peu dans l'appareil du pouvoir. Il y a bien eu quelques réticences de la part de deux ou trois vieux maréchaux gâteux. Mais les camps ne sont pas faits pour les chiens et on les envoya travailler derrière des barbelés.

Histoire de rappeler qui commande et qui seul pense de manière intelligente dans ce pays, mon père et moi organisâmes pour ceux qui auraient eu encore quelques doutes, des autodafés de livres totalement dépassés, écrits jadis par des révolutionnaires européens. Tout le monde comprit rapidement. C'était au milieu des années 1970...

J'avais pris en charge les services secrets et je pus réaliser quelques jolis coups. Invités par les Birmans en 1981, plusieurs ministres de Séoul furent victimes d'une bombe opportunément placée

sous une tribune d'honneur. En 1987, pour prouver que la Corée du Sud ne pouvait assurer la sécurité des Jeux Olympiques qui leur avaient été confiés, deux de mes agents firent sauter en plein vol un avion civil de la clique de Séoul au-dessus de l'Océan indien.

Mon père est mort en 1994. J'ai mis quelque temps à rabattre le caquet de membres de la famille qui s'imaginaient avoir des dispositions pour gouverner. J'appelai « période de deuil », le temps nécessaire à laver notre linge sale et je m'installai.

La vie était belle. Je faisais venir des oranges bio du Portugal, du cognac de France, des filles de Suède, des films des Etats-Unis. Je faisais afficher un peu partout que mon père, c'est moi et que moi, c'est mon père, histoire de ne pas perdre un gramme de son aura.

Je suis le seul à accéder à toutes les informations du monde entier. C'est le top niveau, le niveau 10. Les autres, selon leur place dans la hiérarchie, ont accès au niveau 9, comme certains



*Kim Jong Il (à droite) succède à son père Kim Il Song en 1994.*

ministres, au niveau 8, comme certains généraux, etc. jusqu'au bas peuple qui se contente des âneries que mon appareil de propagande lui distille – la radio, la télé et les journaux lui disent tous la même chose : nous vivons sous un régime qui va de succès en

succès, les gens sont heureux, les étrangers nous envient.

Certes, nous sommes encore l'objet de menaces, mais la bombe atomique que j'ai fait exploser en octobre 2006 est là pour rappeler qu'il ne faut pas trop chatouiller notre armée de plus d'un million d'hommes. Le pourcentage de soldats par rapport à l'ensemble de la population impressionne toujours et il n'est pas près de baisser. Puisque ces idéalistes de Corée du Sud et du monde occidental nous livrent de quoi empêcher toute la population de crever de faim, je peux consacrer le peu de devises que j'ai pour acquérir de quoi équiper mon armée. Et comme les gens ne font plus beaucoup d'enfants, et que ceux qu'ils font meurent souvent en bas âge, cette proportion de militaires par rapport à l'ensemble de la population devrait croître encore.

Bref, tout irait bien si je n'avais pas eu cet accident cérébral, le 14 août dernier. J'ai été bien soigné, il est vrai. Des médecins occidentaux préoccupés des droits de l'homme que je suis et d'un beau paquet de dollars que je leur avais promis, se sont précipités à mon chevet. Je l'ai échappé belle. Pendant que mes services de propagande assuraient que j'allais bien et même très bien, j'étais dans un drôle d'état, avec des crises d'hallucinations de temps à autre, qui m'effrayaient beaucoup.

Je suis à peu près rétabli mais je vois bien, malgré les communiqués rassurants, que mes médecins ne sont pas convaincus que je fasse de vieux os.

Il faut donc penser à partir un jour ou l'autre. J'aimerais que ce

soit après Castro qui fait le fier d'avoir tenu 50 ans au pouvoir alors que mon père est mort au bout de 46 ans, de 1948 à 1994. Ça lui rabattrait le caquet à ce grand barbu-là...

A qui je dois léguer les clefs ? Mon grand couillon de fils aîné s'étant fait prendre il y a quelques années avec un passeport dominicain mal imité à Tokyo, alors qu'il allait visiter le Parc de Disneyland, tant pis pour lui.

Les deux autres sont un peu jeunes et puis, j'ai eu la faiblesse de les faire éduquer dans des écoles suisses. Ils ont l'air d'apprécier le chocolat Nestlé et les votations à tout bout de champ. Très peu pour nous. Ça donnerait mal au ventre aux miséreux du pays et on ne produit de toutes façons pas assez de papier et d'encre d'imprimerie pour organiser des élections, même truquées. Je ne vois que mon beau-frère. Celui-là m'étonnera toujours. Il veut bien faire le boulot mais ne veut pas du titre ni des avantages. Je devrais le surveiller un peu plus.

Le Parti ? L'armée ? Les uns louchent du côté de la Russie, les autres du côté de la Chine. Ce serait bientôt le bordel si on les laissait faire..

Au fond, le mieux est que je ne meure pas. Après tout, je peux couler encore quelques années tranquilles. Le nouveau président américain ne m'enverra pas de missiles. Il veut causer. On causera donc. Depuis des années, je ne fais que ça. En attendant, je mets mes petites bombes à l'abri, et tout le monde se fiche pas mal des déserteurs qui parlent comme Bush de régime tyrannique à Pyongyang. Un dirigeant qui a des dizaines et des dizaines de milliers de portraits, un dirigeant qu'on appelle l' « étoile polaire de l'humanité » ou quelque chose d'approchant ne doit pas mourir vraiment. C'est pourquoi j'ai exigé que mon père, bien que mort depuis longtemps, soit désigné « président pour l'éternité de l'Assemblée nationale suprême ».

Et puis, si j'ai une nouvelle crise, les médecins français reviendront.»

Testament imaginaire traduit  
par Pierre Rigolot



Photo : Thomas Van Houtryve

Scène surréaliste "montée" pour les visteurs d'un hôpital en Corée du Nord.

## “ ... la solution ne sera pas militaire... ”

*Cinq questions à Henri Plagnol, membre de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale et de la SIDH. En compagnie de l'ancien ministre socialiste, Jean Glavany, le député-maire de Saint-Maur vient de se rendre en Inde, en Afghanistan et au Pakistan dans le but de replacer le conflit d'Afghanistan dans son contexte régional.*

### **Dans quel état avez-vous trouvé la ville de Kaboul ?**

La ville a retrouvé une vie normale. Les petits -garçons et filles- vont à l'école. Les bazars ont rouvert. Lors de notre mission, le salarié d'une ONG a été enlevé. Trois jours avant, c'était un attentat. Les Talibans ne peuvent pas prendre la ville d'assaut. Mais ils peuvent encore fomenter des attentats afin de faire pression sur la population et la couper des étrangers.

### **Dans le cadre de cette mission sur l'Afghanistan, vous avez également visité le Pakistan. Pour quelle raison ?**

Les Etats-Unis affirment depuis plusieurs mois que la solution du conflit passe par ce pays. Le Pakistan est -au moins tacitement- complice des Talibans. Notamment dans la région nord-ouest du pays. Pour les Pakistanais, les Talibans ne sont pas des ennemis. Ils accusent plutôt les Etats-Unis et leurs alliés ! D'autant que les affrontements entre l'armée pakistanaise et les tribus pachtounes du Nord Ouest, à la demande des Etats-Unis, font désormais du conflit d'Afghanistan une guerre civile pakistanaise. Avec plus de 10 000 morts en 2008,

ces pertes dépassent de loin celles de tous les autres armées...

### **Voyez-vous une solution rapide à ce conflit ?**

Non. Et la solution ne sera pas militaire. Les Alliés doivent pourtant renforcer leur présence. C'est d'ailleurs l'un des vœux du président Obama lors de sa campagne, quand il expliquait que la vraie guerre n'était pas en Irak mais en Afghanistan.

### **Le Pakistan semble fragilisé ?**

Oui, il affronte un fort clivage, entre sa population largement anti-américaine, voire globalement antioccidentale, et la nécessité de conserver ses alliances avec les Etats-Unis et l'Europe, sur fond de crise financière. Ainsi, par crainte d'être soupçonné d'allégeance aux Etats-Unis et au sionisme dont pourrait le qualifier la presse, le Président Zardari a été contraint de donner l'impression de consulter les alliés traditionnels du Pakistan, comme l'Arabie saoudite, avant de négocier un emprunt auprès du Fonds monétaire international. De manière générale, il semble que le fossé se creuse entre une population pakistanaise globalement pauvre et une élite politique

brillante, formée de grands propriétaires fonciers, qui méconnaît les réalités sociales du pays qu'elle dirige.

### **Le Pakistan est-il un foyer d'Islam radical ?**

L'Islam radical, d'origine wahabite (alors que le Pakistan est d'obédience soufie) s'y développe en effet car il trouve dans la pauvreté et l'impopularité de la guerre d'Afghanistan un terreau favorable. Dans un pays où l'enseignement scolaire public ne représente que 0,8% du budget, les 20 000 madrasahs ne sont pas toutes des foyers d'Islamisme radical. Mais certaines ont été identifiées comme des centres de recrutement au Jihad.

Propos recueillis  
par Antoine de Tournemire



SIDH-France BP 20  
75761 Paris Cedex 16  
Directeur de la publication  
Pierre Rigoulot  
Directeur de la rédaction  
Sabine Renault-Sablionière  
Coordination  
Michel Renault  
Conception et réalisation  
Patrick Sevestre

## La charte qui alarme le pouvoir

*20 ans après le drame de la place Tian-anmen, la « charte 08 », signée par des centaines de défenseurs des droits civiques suscite l'espoir de la dissidence... et la méfiance du pouvoir communiste.*

La déclaration en 19 points - rendue publique le 10 décembre dernier pour célébrer l'Anniversaire des 60 ans de la Déclaration universelle des droits de l'Homme-, demande l'amélioration des droits de l'Homme et la démocratisation du système. Une transition qui passe par la fin du monopole du parti unique, la liberté d'association et l'instauration d'un système judiciaire indépendant. Les 303 signataires initiaux- dont des avocats, des écrivains, des universi-

taires et même un certain nombre de membres du PC- sont d'ores et déjà sous surveillance. L'avant-veille de la sortie du document, le pouvoir embastillait même une figure de la dissidence chinoise, l'écrivain Liu Xiaobo, considéré comme l'une des grandes plumes du document. L'ancien professeur de lettres avait déjà été condamné à 20 mois de prison pour sa participation aux manifestations de Tian-anmen ainsi qu'à trois ans de camp de « rééducation par le travail », en 1996...

Mais le document se trouve déjà sur internet et gagne chaque jour de nouveaux soutiens. Ils seraient aujourd'hui 7 000 chinois, dont 5 000 sur place et 2000 à l'étranger.

Cette initiative n'est pas sans rappeler la Charte 77 en Tchécoslovaquie, à qui l'on prête d'avoir initié la « Révolution de velours » de 1989. Parmi les signataires de cette pétition destinée - à l'origine - à faire cesser la répression contre un groupe de rock, un certain Vaclav Havel...

## 2009 : date anniversaire de nombreux événements chinois

**4 mai 1919**, manifestations massives à Pékin et dans d'autres villes de Chine pour protester contre les conditions du Traité de Versailles, qui prive la Chine de la province du Shandong au profit du Japon. Ces manifestations, considérées comme le départ de la Chine moderne, lancent le slogan : "Nous voulons la Science (occidentale) et la Démocratie !"

**1<sup>er</sup> octobre 1949** : Fondation de la République populaire de Chine. Le Parti communiste chinois gagne la bataille en revendiquant la mise en place d'une véritable démocratie. Cette affirmation encourage de nombreux Chinois d'Outre-mer à rentrer en Chine.

**Janvier 1979** : Lancement de la "leçon" militaire contre le Vietnam. Voyage historique de Deng Xiaoping aux Etats-Unis, lancement officiel des réformes économiques, et affichage de dazibao en faveur de la démocratie sur les murs de Pékin. Le mouvement sera réprimé à partir de mars 1979.

**10 mars 1959** : Entrée de l'armée chinoise à Lhassa. Fuite du Dalai-Lama en exil en Inde.

**10 mars 1989** : Répression des émeutes de Lhassa par l'armée sous les ordres du gouverneur de l'époque, Hu Jintao.

**4 juin 1989** : Répression militaire du mouvement démocratique de la place Tian'anmen. Entre mille et deux mille citoyens chinois trouvent la mort ce jour-là.

**Juillet 1999** : Début de la répression contre le mouvement spirituel Falungong. Ce mouvement ésotérique avait, entre 1992 et 1999, "converti" plusieurs dizaines de millions de pratiquants, dans tous les milieux : villes campagnes, simples citoyens, intellectuels, militaires et membres du parti. Depuis 1999, les membres de Falungong en exil dénoncent les arrestations et les tortures exercées à l'encontre des Falungong encore en Chine.

# Quatre questions à la sinologue Marie Holzman

***Quelles sont les méthodes utilisées par le gouvernement chinois pour neutraliser les défenseurs des droits de l'homme ?***

Les méthodes utilisées par le gouvernement chinois, pour garder le pouvoir et empêcher l'opposition de se faire entendre, restent assez classiques, hélas ! La première consiste à arrêter les personnalités les plus « remuantes » ou celles qui attirent le plus de sympathie de la part du public, chinois ou international. La condamnation de Hu Jia (en avril 2008) à trois ans de prison est très représentative de ce genre de comportements : Hu Jia est très connu des organisations de défense des droits de l'homme à travers le monde, car il animait un site qui nous informait sur un grand nombre de mouvements sociaux, sur les conditions déplorables réservées aux protestataires en tous genres, que ce soient des avocats, des malades du SIDA, des paysans expropriés, et autres drames économiques et sociaux. Je cite les avocats, car Hu Jia avait pris la défense de plusieurs d'entre eux (Gao Zhisheng, Chen Guangsheng, Guo Feixiong), qui sont tous en prison actuellement.

La seconde est liée à l'utilisation de la propagande. L'art de communiquer est infiniment plus au cœur des préoccupations des responsables nationaux qu'autrefois. En attaquant l'Occident sur les questions des Droits de l'homme, et cela va de Guantanamo aux rébellions violentes de Villiers-le-Bel, en mobilisant sa population autour de campagnes nationalistes et xénophobes, en démontrant la supériorité du système politique chinois, Pékin sait convaincre une bonne partie de la population de la justesse de ses choix et, partant de là, de l'irresponsabilité de ses opposants, ou des défenseurs des droits de l'homme, en Chine et à l'étranger.

***Quelles sont les principales revendications des défenseurs des droits de l'homme, aujourd'hui en Chine ?***

Les revendications des défenseurs des droits de l'homme n'ont pas

beaucoup changé au cours des ans ! Il s'agit de libérer les prisonniers d'opinion, de cesser d'utiliser la torture en prison pour extorquer des aveux, de ne plus utiliser le système de la détention administrative pour garder certains citoyens en camps pour des durées pouvant aller jusqu'à trois ans de réclusion, etc. Ce qui a changé, c'est la situation économique. La montée du chômage, l'aggravation des disparités sociales sont aggravées par les proportions vertigineuses prises par la corruption. Les fonctionnaires locaux se livrent à des exactions de plus en plus éhontées sur la frange la plus démunie de la population, prête à travailler dans n'importe quelles conditions, et sans possibilité de se défendre.

***La politique tibétaine de la France et de l'Europe est-elle nuisible aux défenseurs des Droits de l'Homme ?***

Il est assez difficile de cerner les spécificités de la politique de la France à l'égard du Tibet. Les frictions qui sont apparues entre la Chine et la France à cause de la rencontre en Pologne entre le président Sarkozy et le Dalai Lama n'étaient qu'un prétexte du gouvernement chinois pour montrer sa force, exercer une pression sur l'Union européenne et poursuivre son action de « diviser pour régner ». La Chine n'a jamais souhaité voir émerger une entité européenne qui pourrait lui faire de l'ombre. Quoiqu'il en soit, la situation au Tibet est, en soi, si préoccupante que l'on ne voit pas bien ce qui pourrait encore empirer là bas ! Les moines sont harcelés, soumis à de longues séances de rééducation politique, lorsqu'ils ne sont pas arrêtés et condamnés à de longues peines de prison. La population est terrorisée par la présence de nombreux soldats armés dans les rues des grandes villes de la région autonome du Tibet, mais aussi dans les régions peuplées de Tibétains dans les provinces du Sichuan, du Qinghai ou du Gansu. La présence Han se fait sentir de plus en plus lourdement et la marginalisation des

Tibétains sur leurs propres terres ancestrales s'accélère...

***La politique africaine de la Chine porte-t-elle des atteintes aux droits de l'homme. Pour les Chinois eux-mêmes et pour les Africains ?***

La politique africaine de la Chine est un sujet trop vaste pour être résumé en dix lignes, mais il est évident qu'un certain nombre de gouvernements criminels (Zimbabwe, Soudan entre autres) obtiennent le soutien actif de la Chine et peuvent continuer à se livrer à des exactions contre leurs propres populations ou leurs voisins, grâce à l'aide financière et aux livraisons d'armes de Pékin. Par ailleurs, les pratiques corrompues du commerce chinois trouvent un écho favorable auprès de certains dirigeants africains qui ne semblent pas éprouver d'états d'âme en laissant les Chinois piller leurs matières premières (pétrole, bois, minerais). Il est vrai qu'en cela l'Occident a peu de leçons de morale à donner et que les Chinois ne manquent pas de nous le rappeler. Enfin, les expatriés chinois ont tendance à s'organiser de façon autarcique, emportant avec eux leurs habitudes matérielles et politiques : les ouvriers du bâtiment en Algérie, par exemple, sont encadrés par des responsables chinois, payés à des salaires chinois, exploités à des rythmes de travail chinois, ce qui exclue toute concurrence possible avec les ouvriers locaux, qui refusent évidemment des journées aussi longues pour des salaires aussi bas. Des mouvements de révoltes se multiplient contre la présence chinoise en Afrique à cause de ces phénomènes, même si, par ailleurs, certains chantiers rondement menés peuvent satisfaire les populations locales. Il serait donc injuste de généraliser en noircissant la situation, mais il serait tout aussi regrettable de rester aveugle aux mauvais aspects de l'influence grandissante de la Chine en Afrique.

**Propos recueillis  
par Sabine Renault-Sablionière**